



MAIRIE DE FLEURY SUR ORNE

**10 rue Serge Rouzière
14123 FLEURY SUR ORNE
Tél : 02 31 35 73 00
Fax : 02 31 35 73 17
mairie@fleury-sur-orne.fr**

CCAP

PROCEDURE ADAPTEE n°2012 – 02

en application de l'article 28 du Code des marchés publics

Représentant du Pouvoir Adjudicateur :

**Monsieur Marc LECERF
Maire de FLEURY SUR ORNE**

**Objet : Marché D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE dans le cadre
du PROJET d'AMENAGEMENT du PLATEAU SOCIO-EDUCATIF DE
FLEURY SUR ORNE**

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES :
VENDREDI 12 OCTOBRE 2012 à 12H00**

Le fait de répondre à cette consultation implique l'acceptation des clauses de ce document de la part du candidat

| |
|--|
| Article 1 - Objet du marché - Dispositions générales |
|--|

Le marché régi par le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) est un **marché de services**, ayant pour objet une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage. Le CCAG de référence est le CCAG PI (Prestations Intellectuelles) issu de l'arrêté du 16 septembre 2009. La mission de cette Assistance à maîtrise d'ouvrage est l'ETUDE DE FAISABILITE concernant L'EVOLUTION DU PÔLE SCOLAIRE et PARASCOLAIRE -petite enfance-jeunesse-culture (projection d'un éventuel transfert de l'école maternelle, d'une création d'un CLSH (Centre de Loisirs Sans Hébergement) et d'une crèche et autres services parascolaires, extension du pôle restauration sur le site de l'école élémentaire actuel...).

Le projet sera intitulé dans ce cahier des charges : Projet d'aménagement du Plateau Socio-éducatif.

1-1-Phases

Le marché est décomposé en 3 phases détaillées au CCTP :

Phase 1 : Etude de l'existant (Diagnostic urbain, architectural et fonctionnel des usages et locaux actuels)

Phase 2 : Evaluation des besoins du pôle scolaire et parascolaire-petite enfance-jeunesse-culture à court et moyen termes

Phase 3 : Proposition de 3 scénarii maximum d'aménagement du site, organisation des locaux, chiffrage et phasage des scénarii.

1-2-Forme et délai d'exécution

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée de l'article 28 du Code des Marchés Publics.

A compter de la notification du marché, le titulaire devra exécuter les prestations dans les délais indiqués au planning prévisionnel d'exécution de son offre : les périodes d'exécutions indiquées deviendront dès lors contractuelles.

La phase 1 débutera à compter de la réception par le titulaire de la notification du marché.

Le démarrage des phases suivantes et des éventuelles grandes étapes définies par le candidat à l'intérieur de ces phases (nécessitant notamment une validation du maître d'ouvrage, une décision de poursuivre...) feront l'objet d'une notification écrite adressée au titulaire.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions qui lui sont notifiées appellent des observations de sa part, il doit les notifier au pouvoir adjudicateur, dans un délai de 8 jours à compter de la date de réception du courrier adressé par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Article 2 - Titulaire du marché – Co-traitance

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCAP sous le nom de "contractant" ou « titulaire » sont précisées à l'article 1er de l'acte d'engagement.

2-1 Co-traitance

En cas de groupement les membres d'un groupement attributaire du marché doivent désigner un mandataire parmi leurs membres. L'article 51 du CMP s'applique.

Conformément à l'article 51 du CMP, les candidats potentiels peuvent se présenter sous forme de groupement, toutefois la forme imposée par le pouvoir adjudicateur est celle d'un groupement **conjoint avec mandataire solidaire** où **seul le mandataire se porte solidaire de toutes les autres entreprises membres du groupement**.

Le mandataire du groupement attributaire du marché public mène une action de coordination auprès des autres membres de ce groupement. À ce titre, il est l'interlocuteur privilégié et unique du pouvoir adjudicateur.

Ses attributions sont diverses :

- Le mandataire est seul habilité à émettre des réclamations ou à présenter des réserves (notamment lors des émissions de prescriptions ou notifications de poursuivre).
- Les factures, acomptes et décomptes des membres du groupement transitent par le mandataire qui transmet après acceptation, un projet de décompte unique et une facture unique, au nom et pour le compte des membres du groupement.
- En cas d'application de pénalités, elles sont imputées au groupement dans son ensemble et décomptées du solde dû soit à l'issue d'une phase ayant fait l'objet d'un dysfonctionnement à l'origine des pénalités.

Article 3 - Sous-traitance

Le contractant peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître d'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement du pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché selon les modalités définies à l'article 3.5 du CCAG-PI renvoyant aux articles 51, 102 et 106 du Code des Marchés Publics.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, la déclaration de sous-traitance (annexe n°3) indiquant :

- qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions visées à l'article 43 du code des marchés publics (Décret N° 2006-975 du 1er août 2006 modifié
- qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles

L.324-9, L.324-10, L.341-6, L.125-1 et L.125-3 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

Article 4 - Contenu de la mission et composition de l'offre

Conformément au CCTP, l'étude est décomposée en 3 phases :

- Phase 1 : diagnostic urbain, architectural et fonctionnel des usages et locaux actuel,
- Phase 2 : évaluation des besoins du pôle scolaire et parascolaire à court et moyen termes,
- Phase 3 : proposition scénarii d'aménagement du site, organisation des locaux, chiffrage et phasage des scénarii

Le contenu des missions est précisé dans le CCTP.

Article 5 – Documents contractuels

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de la personne publique fait seule foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de la personne publique fait seule foi ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) annexé à l'arrêté du 16 septembre 2009 publié au JORF du 16 octobre 2009.
- L'offre du titulaire composée de note méthodologique rédigée par le titulaire, faisant apparaître la méthode de travail envisagée : les grandes étapes du processus de réflexion (CCTP à conforter, ajuster, compléter...), présentation d'un planning avec les délais d'étude (en jours) proposés par phase et étapes, les réunions de présentation prévues avec le pouvoir adjudicateur, la proposition d'honoraires (acte d'engagement), la note de présentation de l'équipe avec compétences de chaque membre, la présentation de références avec précision du type de mission exécutée et maîtrise d'ouvrage.

| |
|--|
| Article 6 – Prix – Règlement des comptes du titulaire – Groupement de commande - Cession de créance |
|--|

6-1 Prix

Les prix sont fermes pendant toute la durée du marché.

Chaque phase est assortie d'un prix forfaitaire sur lequel s'engage le prestataire ou le groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Le montant correspondant au coût de cession des droits d'exploitation est indiqué dans l'acte d'engagement conformément à l'article 10 du CCAP relatif à l'option B retenue par la Collectivité Territoriale de FLEURY SUR ORNE.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents au déplacement, à l'assurance, aux fournitures diverses et à tous frais techniques liés à la prestation.

6-2 Règlement des comptes du titulaire

Chaque fin d'exécution d'une phase, telles qu'identifiées à l'article 1 du présent CCAP fait l'objet d'une demande de règlement du titulaire ou du mandataire du groupement.

Les décomptes et factures ou mémoires afférents au paiement seront établis en un original et une copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom et adresse du créancier,
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans le marché,
- **les références du marché (numéro et date)**, et le cas échéant, celles du sous-traitant payé directement ainsi que l'objet succinct du marché,
- les prestations exécutées, la période à laquelle elles ont été effectuées, les phases techniques concernées
- le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée,
- le taux et le montant de la T.V.A.
- le montant total des prestations exécutées T.T.C.,
- la date.

A l'issue de chaque phase exécutée par le prestataire, lorsque le pouvoir adjudicateur s'est assuré que l'ensemble de la prestation contractualisée a effectivement été réalisée, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire sous quinze jours au titulaire ou au mandataire du groupement que la prestation peut faire l'objet du règlement de la phase.

Le titulaire adresse alors au pouvoir adjudicateur les décomptes et factures pour paiement.

Dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur demande au titulaire des réunions complémentaires décrites au 6-1 du présent CCAP, le prestataire facture le montant prévu dans l'acte d'engagement pour le coût supplémentaire engendré par cette réunion.

Dans le cadre d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire, les paiements du marché sont effectués sur un compte unique géré par le mandataire. Le mandataire est chargé de la répartition des paiements entre les différents membres du groupement et en cas d'application de pénalités, ces dernières sont réparties par le mandataire entre les membres du groupement.

Le mandataire vise les notes d'honoraires de chaque co-traitant et est seul habilité à présenter le projet de décompte (intégrant l'ensemble des notes d'honoraires des co-traitant) et la facture unique signée du mandataire qui agit au nom et pour le compte des membres du groupement.

Il incombe au seul mandataire d'attester de la réalité de l'exécution des prestations par chacun des membres du groupement.

Cas de sous-traitants payés directement

En ce qui concerne les sous-traitants payés directement, les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de personnes à payer séparément.

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le titulaire ou le mandataire joignent au projet de décompte une attestation indiquant la somme à prélever sur celles qui lui sont dues, ou qui sont dues à un co-traitant pour la partie de la prestation exécutée, et que le maître d'ouvrage devra faire régler à ce sous-traitant.

En cas de sous-traitance avec paiement direct au sous-traitant, seuls sont habilités à présenter les projets de décomptes et à accepter les décomptes, le titulaire du marché ou le mandataire. Seules sont recevables les réclamations formulées ou transmises par leurs soins.

S'il s'agit de projets de décompte d'un sous-traitant d'un co-traitant, elles doivent également être acceptées par ces derniers.

Dans le cas d'une sous-traitance, le membre du groupement ou le mandataire concerné :

- indique, dans la facture ou le décompte, les sommes à verser ou à prélever directement au sous-traitant
- joint la copie des factures de son sous-traitant, acceptées ou rectifiées par ses soins.

6-3 Cession de créance :

Il est fait application de l'article 106 du CMP : dans le cas d'une cession de créances et en cas de marché exécuté par un groupement solidaire, il est délivré un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité au nom du groupement, les prestations réalisées par les entreprises n'étant pas individualisées.

6-4 Avance

Pour les marchés d'un montant supérieur à 50 000 euros H.T. et d'un délai d'exécution supérieur à deux mois, une avance peut être versée conformément à l'article 87 du CMP. Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

Le titulaire peut renoncer au bénéfice de l'avance (voir à mettre sur AE). L'avance est remboursée dans les conditions prévues à l'article 88 du Code des marchés publics.

6-5 Acomptes

Il n'est pas prévu de versement d'acompte.

6-6 Délais de paiement

Le délai global des paiements est de 30 jours à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la demande de paiement.

6-7 Intérêts moratoires

Conformes au Code des Marchés Publics

| |
|---------------------------------------|
| Article 8 - Délais – Pénalités |
|---------------------------------------|

8-1 Délais

L'article 13 du CCAG Prestation intellectuelle est applicable.

Le délai d'exécution du marché part à la date de sa notification.

Les délais contractuels sont ceux fixés dans l'offre du titulaire et notamment son planning exprimé en jour.

Si ce délai expire un samedi, un dimanche, un jour férié ou chômé, son échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant.

Le délai s'appliquant au titulaire n'inclut pas le délai nécessaire au pouvoir adjudicateur pour effectuer ses opérations de vérification et prendre ses décisions notamment entre les différentes phases.

8-2 - Prolongation du délai à l'initiative du Maître d'ouvrage

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le maître d'ouvrage au titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il en est ainsi notamment si cette cause est le fait de la personne publique ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Les retards a priori non imputables au contractant sont notamment :

- le retard de notification de décision du maître d'ouvrage,
- le retard de remise de documents ou d'informations par le maître d'ouvrage,
- le retard des administrations,
- le retard des partenaires du maître d'ouvrage,

- le délai nécessaire pour intégrer une modification du programme demandée en cours de phase d'études.

8-3 Pénalités pour retard :

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, en cas de retard du seul fait du titulaire ou groupement, par rapport au planning contractualisé dans la présentation des documents d'études, le contractant subira sur ses créances des pénalités dont le montant, par jour de retard, est fixé par rapport au montant de la phase concernée à un dixième (1/10e) de la phase concernée.

Article 9 - Réception des documents d'études

9-1 Présentation et formats des documents :

Le contractant avisera par écrit le maître d'ouvrage de la date à laquelle les documents d'étude lui seront présentés/restitués ou livrés/adressés.

Certains documents sont présentés à l'occasion des réunions de présentations prévues par le titulaire à l'acte d'engagement et dans son planning et d'autres documents peuvent être remis par courrier recommandé ou remis contre récépissé.

Les documents non reproductibles seront remis reliés.

Un document reproductible sera remis, correspondant à :

- un tirage papier non broché pour les formats inférieurs ou égaux au A3
- pour les formats informatiques : CD rom format DWG

Les documents, le classement, la mise en page, les libellés et autres éléments sont élaborés selon les modèles internes au contractant

9-2 Nombres d'exemplaires :

Les documents d'études seront toujours remis par le contractant au maître d'ouvrage en deux (2) exemplaires dont un exemplaire reproductible + 1 exemplaire numérique pour vérification et réception. Le maître d'ouvrage peut reproduire les documents dans le seul cadre de l'opération envisagée et sous réserve des dispositions fixées par la loi sur la propriété intellectuelle du 1er juillet 1992.

9-3 Délai d'approbation par le maître d'ouvrage :

La décision par le maître d'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejets des documents d'études ci-dessus doit intervenir avant l'expiration d'un délai de trois (3) semaines.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai (acceptation tacite).

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître d'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le contractant des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

Article 10 – Suivi et contrôle des prestations – opérations de vérifications et de validations

Au cours des différentes missions, le titulaire devra produire des rendus intermédiaires conformément aux préconisations du présent CCAP.

10-1 Rendus/réunions intermédiaires

Le titulaire mentionne dans l'acte d'engagement à l'article 2 le nombre de réunions intermédiaires prévues par phase.

Les rendus intermédiaires feront l'objet de réunions selon les dispositions prévues dans le planning du titulaire. (Nombre de réunions à indiquer à l'article 2 de l'acte d'engagement).

Le titulaire s'organise pour produire un tableau de suivi des demandes de correction ou d'adaptation qui font l'objet des notes d'observations successives.

Dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur a besoin d'informations complémentaires il se réserve le droit de demander au titulaire des réunions complémentaires. Le prestataire mentionne dans l'acte d'engagement le coût supplémentaire engendré par chaque éventuelle réunion complémentaire nécessaire sur demande de Pouvoir Adjudicateur.

Un ordre de service est adressé au titulaire pour lui notifier la date convenue de chaque réunion complémentaire.

10-2 Rendus définitifs

La date de remise du rendu définitif est la date de la dernière réunion de la phase 3. Elle fera l'objet de la remise en main propre en réunion de l'intégralité des documents mentionnés à l'article 9 et 10 du présent CCAP.

Le rendu définitif implique la remise en une seule fois de l'ensemble des documents exigés (version papier et version électronique en particulier).

La décision de réception prise par le pouvoir adjudicateur indiquera la date de remise par le titulaire du rendu définitif de l'étude complète.

Article 11 - Propriété, transfert des droits et utilisation des résultats

L'article 25 du CCAG PI est applicable et ainsi complété par le pouvoir adjudicateur.

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du maître d'ouvrage et du contractant en la matière est l'option B.

L'option B implique une cession des droits, à titre exclusif, au bénéfice du pouvoir

adjudicateur qui, en tant que cessionnaire, pourra exploiter les résultats pour les modes d'exploitation qu'il aura défini. Le pouvoir adjudicateur pourra autoriser des tiers à exploiter les résultats notamment dans le cadre de procédures de marchés publics futurs concernant de la MAITRISE D'ŒUVRE et des TRAVAUX afférents au CENTRE SOCIO-EDUCATIF.

Le prix de cette concession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

Le titulaire ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation de la personne publique.

Dans la mesure où le projet de Centre Socio-éducatif fait l'objet dans un premier temps de la présente procédure de MAITRISE D'OUVRAGE et fera par la suite l'objet d'une procédure de MAITRISE D'ŒUVRE, le titulaire du marché s'engage à remettre la totalité de son travail à la Mairie de FLEURY SUR ORNE afin qu'il ne puisse y avoir rupture d'égalité de traitement entre les candidats. Le titulaire s'engage à donner toute information, renseignement et documents relatifs à l'étude que la mairie sera amenée à lui demander y compris après la consultation de MAITRISE D'OUVRAGE et pendant toute la procédure et le marché de MAITRISE D'ŒUVRE. Ces informations seront susceptibles d'être diffusées à l'ensemble des futurs candidats à la MAITRISE D'ŒUVRE.

| |
|---|
| Article 12 - Résiliation et suspension du marché -Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire |
|---|

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues aux articles 29 à 37 inclus du CCAG-PI avec les précisions complémentaires suivantes :

12.1 – Résiliation pour événements extérieurs au marché :

Il est fait application de l'article 30 du CCAG-PI.

12.2 – Résiliation pour événements liés au marché :

Il est fait application de l'article 31 du CCAG-PI.

12.3 - Résiliation aux torts du titulaire

Les conditions de résiliation pour faute du titulaire sont définies à l'article 32 du CCAG-PI.

En complément, il est prévu qu'en cas de résiliation aux torts du titulaire dans les cas prévus par l'article 32, la mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai débutant à la date de réception de la mise en demeure. Le titulaire dispose de 10 jours à compter de la date de réception de la mise en demeure (envoyée en recommandé avec accusé de réception) pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les prestations (phases intégralement réalisées) sont réglées sans abattement.

12.4 - Résiliation sur décision du maître d'ouvrage

Si le maître d'ouvrage décide la cessation définitive de la mission du maître d'œuvre sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision est notifiée au titulaire et les phases déjà accomplies sont rémunérées sans abattement.

Dans ce cas de résiliation, il est fait application de l'article 36 du CCAG PI.

12.5 - Résiliation pour faute du titulaire

Les conditions de résiliation pour faute du titulaire sont définies à l'article 33 du CCAG-PI.

| |
|---------------------------------------|
| Article 13 - Achèvement de la mission |
|---------------------------------------|

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie sur demande du contractant par le maître d'ouvrage, et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

| |
|--|
| Article 14 - Tribunal compétent en cas de litige Litiges |
|--|

En cas de litige, les parties conviennent, conformément à l'article R.312-11 du code de justice administrative, de saisir le tribunal administratif de CAEN.

| |
|---|
| Article 15 – Dérogations aux documents généraux |
|---|

- l'article 5 du CCAP déroge à l'article 4-1 du CCAG-PI.
- l'article 8-3 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-PI.
- l'article 11 complète l'article 25 du CCAG-PI.
- l'article 12-3 complète l'article 32 du CCAG-PI.

Lu et approuvé par le contractant

A

le

Le(s) titulaire(s) (signature(s) et cachet(s)